

Sur le quart Nord Est voici les entreprises certifiées et habilitées par Orange :

Partenaire	Métier du Partenaire
3C CONSULTANT	Métier Conseil
AB DISTRIBUTION	Call center
ALONER SAS	Métier Intégrateur
ASIT	Métier Intégrateur
ATELSYS	Métier IP
AUDIT RESEAUX COMMUNICATION	Métier IP
BCS	Métier IP
BEST TELECOM ET RESEAUX	Métier IP
BFC TELECOM	Distributeur
CONNECTID SI	Métier SSII
DELTA MARKETING	Distributeur
EMACCO	Métier IP
E-PLUG.NET	Distributeur
GIANT LINK	Call center
GLOBAL TELECOM	Call center
INFORMATIQUE COMMUNICATION SERVICE	Métier Intégrateur
INNOV TELECOM	Métier Intégrateur
JEMA ORDI	Distributeur
LM TELECOMS	Distributeur
MISTRAL.COM	Métier Intégrateur
MOBILE TELECOM	Distributeur
NEERIS	Call center
NR-COMS	Call center
ORG INFOR	Métier IP
ORIENT RESSOURCES SOLUTIONS	Call center
OTC/TERSEA	Call center
PHONE SOLUTIONS	Call center
RUBYCOM	Call center
SB CONCEPTION	Métier Éditeur
SCA SERVICES	Call center
SERVICE NETWORK SECURITY	Métier Intégrateur
SSTR	Métier Intégrateur
TELECOMS ET COMMUNICATION	Métier Conseil
TELEPHONY CONSULTING	Distributeur
TOPENSI TELECOM	Métier SSII

VAL SOLUTIONS
VIDEOCHOC -TELEPHONESTORE
VONEO SAS

Métier Éditeur
Distributeur
Call center

Les risques sont réels. Une fois le client appâté, et trompé, il peut se retrouver chez un opérateur tiers avec des factures élevées voir avec un leasing sur des équipements à prix prohibitifs. Le rétablissement sur le réseau Orange peut être long pour des questions notamment réglementaires.

Les démarchages sont parfois le fait de tiers qui reproduisent les logos et marques du groupe Orange sans aucune autorisation et en toute illégalité. Il s'agit d'une usurpation de marque et de pratiques commerciales trompeuses.

La plus grande vigilance est notamment conseillée concernant les télécopies que vous pourriez recevoir. Ni Orange, ni Orange Business Services ne sont à l'origine de ces télécopies et des sollicitations commerciales qu'elles promeuvent.

C'est à chaque victime de ces tentatives de se signaler aux autorités, via une réclamation à la DDCSPP - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.

Ces donneurs d'ordres malveillants sont fréquemment basés à l'étranger hors de nos juridictions.

Toute tentative se réclamant d'Orange ou France Télécom doit être signalée à Orange.

Nota : il y a 2 instructions ouvertes auprès du parquet de Paris depuis 2015.

Dans le doute, n'hésitez pas à consulter votre interlocuteur en Meuse :

Nicolas Dupont

Directeur des Relations avec les

Collectivités Locales

06 08 86 21 13

nicolas.dupont@orange.com

Restant à votre disposition si besoin.

Vous en souhaitant bonne réception.